

Appels à la mobilisation du 9 janvier à Notre-Dame-Des-Landes

samedi 9 janvier 2016, par [Confédération paysanne](#), [Copain 44](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PG](#), [Tant qu'il y aura des bouilles](#), [ZAD](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2016).

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CONFEDERATION PAYSANNE

Notre-Dame-des-Landes : Danger imminent sur un champ des possibles !

Après un ajournement en décembre, le procès des quatre paysans historiques de Notre-Dame-des-Landes, se tiendra le 13 janvier au tribunal de Nantes. AGO-Vinci, agissant pour le compte de l'État, veut se débarrasser d'eux à coups d'astreintes journalières, de saisie et séquestration des troupeaux, et sans application de la trêve hivernale. En parallèle, les médias locaux font état de réservations massives par la gendarmerie dans les hôtels de la région en ce mois de janvier. Sous prétexte d'un aéroport dont l'inutilité n'est plus à démontrer, l'État et secteur privé veulent faire disparaître une démonstration qu'un autre projet, agricole et de société, peut être mis en place.

A Notre-Dame-des-Landes, paysans anciens et nouveaux utilisent cet espace pour créer, expérimenter, développer des projets qui ouvrent le champ des possibles en agriculture (voir le dossier de Campagnes solidaires joint). Loin de l'agrobusiness qui veut se passer de paysans, ils démontrent chaque jour que notre métier peut et doit être au cœur des sociétés. Au-delà, le combat qui se mène contre l'aéroport est celui de la sauvegarde des terres agricoles qui disparaissent au profit de grands projets inutiles et imposés.

La Confédération paysanne est mobilisée aux côtés des habitants de Notre-Dame-des-Landes. Une grande manifestation se tiendra samedi 9 janvier à Nantes, et un rassemblement de soutien sera organisé le 13 janvier devant le tribunal. Nous ne laisserons pas détruire encore des terres agricoles, et nous ne laisserons pas balayer à coups de bulldozers et de gaz lacrymogènes l'espoir qui vit au quotidien à NDDL.

Bagnolet, le 5 janvier 2016

Déclaration de Copain 44

Conférence de presse du 6 janvier

Tous mobilisés le samedi 09 janvier 2016 à Nantes et partout en France pour l'abandon des procédures d'expulsions sur la Zad de Notre dame des landes

Nous, paysans de Copain du 44 et de toute la France, notre colère est montée d'un cran début décembre : le gouvernement osait demander l'expulsion immédiate des opposants historiques vivant sur la zad, onze familles et quatre fermes.

Il n'y aura pas d'aéroport à Notre Dame des Landes parce que nous nous y opposerons par tous les moyens.

Pour cette raison, nous ne laisserons pas disparaître les fermes de la zad et les familles de paysans que nous défendons et soutenons depuis 1973.

S'ils sont encore là aujourd'hui, c'est bien sûr par leurs convictions, et leurs engagements personnels, mais c'est aussi parce que nous nous sommes tous mobilisés, en particulier au moment de l'opération César. Si les paysannes et paysans des quatre fermes les plus menacées aujourd'hui ont choisi de rester avec leur familles et leurs troupeaux dans ce contexte éprouvant, c'est aussi parce que 400 paysans en tracteurs sont venus à NDDL, puis 500 à Nantes, et que Copain à tout fait pour les soutenir.

Aujourd'hui, leur résistance envers et contre tout, est devenu pour nous le symbole de notre engagement à tous pour une autre façon de concevoir l'aménagement du territoire, la protection des terres agricoles et nourricières et la mise en place d'autres pratiques respectueuses de l'environnement.

Nous sommes tous responsables de la situation où ils se trouvent aujourd'hui.

Nous sommes venus les défendre parce que l'Utilité Publique du projet, décrétée en 2008, a été largement mise en doute par de nombreux apports scientifiques.

Les projets d'utilité publique, nous paysans on connaît. Nombre d'entre nous ont cédé des surfaces agricoles pour sécuriser des routes, construire des collèges ou des hôpitaux.

Mais là, nous sommes venus plusieurs fois à plus de 500 en tracteur à NDDL ou à Nantes pour demander, avec tous les autres opposants, que la DUP de 2008 soit remise à plat, et que l'optimisation de l'aéroport actuel face l'objet d'une réelle étude objective.

Les porteurs du projet savent leur cause perdue sur le fond du dossier, alors on ne parle plus que de zone de non droit à coup de grandes déclarations et de pétitions de riverains.

La meilleure façon de redonner de la sérénité au riverains est d'abandonner immédiatement ce grand projet inutile.

Le gouvernement sait aujourd'hui qu'il sera impossible de vider la ZAD par la force, alors malgré les engagements du président Hollande, il décide de frapper les occupants historiques, avant même l'aboutissement de tous les recours. Ou est l'urgence alors que AGO redistribue les terres agricoles pour les cultures de la saison à venir.

Pour toute réponse, fin décembre AGO, pour le compte de l'état, réactive la procédure abandonnée le 10. La colère monte encore.

Nous ne pouvons toléré que pour des intérêts personnels économiques, politiques ou électoraux, bien loin de l'utilité publique, on joue avec l'avenir de milliers d'hectares de terres nourricières et de dizaines de familles qui la font vivre.

Parce que expulser les habitants et les paysans historiques de la ZAD, c'est nous expulser à terme de nos fermes et piétiner les valeurs que nous défendons au long cours, nous appelons tous les paysans à venir nous rejoindre le samedi 9 janvier sur le périphérique de Nantes avec leur tracteur, signe indéniable de la mobilisation paysanne, pour protéger les terres, les habitants et les paysans de Notre Dame des Landes.

Nous appelons partout en France les paysans à se rassembler en même temps devant les lieux de pouvoir. Dès aujourd'hui, nous demandons solennellement à Mr Hollande d'honorer ses engagements et de faire stopper immédiatement toute procédure d'expulsion jusqu'à aboutissement de la totalité des recours.

Mr Hollande, stopper cette procédure c'est éviter le pire que pourrait provoquer l'éclatement de la colère.

Le 9 janvier - Pourquoi faut-il venir ?

Zone à défendre

* Pourquoi la date de mobilisation a-t-elle été avancée au 9 janvier ?

Nous avons annoncé initialement une grande mobilisation le 16 janvier sans savoir si Vinci et le gouvernement auraient l'indigne audace de relancer une procédure d'expulsion immédiate des habitants et paysans de la zad en plein mois de janvier. Nous avons appris dès le 30 novembre que ceux-ci étaient de nouveau convoqués au tribunal le 13 janvier. Nous avons donc décidé in-extremis d'avancer la date de mobilisation au 9 janvier et de redoubler de détermination.

* Pourquoi est-il crucial de participer à cette mobilisation ?

Le procès du 13 janvier est une attaque sans précédent contre les habitants et paysans résistants de la ZAD. Une attaque du même ordre que celle de l'automne 2012, même si elle ne prend pas cette fois-ci la forme d'une intervention policière, du moins pour l'instant. AGO-VINCI veut à tout prix acculer les habitant-e-s au départ, en les menaçant d'expulsion sans délai, de saisie de leur bien et de leur cheptel et en réclamant qu'ils soient condamnés à des amendes journalières exorbitantes.

Il n'est pas question de laisser l'État expulser une partie d'entre nous, ni même de laisser peser une telle menace sur l'ensemble des habitants de la zone. Notre perspective est l'abandon du projet, cependant notre force collective doit arracher immédiatement l'engagement de l'État à renoncer à toute procédure d'expulsion jusqu'à ce que tous les recours soient menés à leur fin. Tel est l'objectif de la manifestation du 9 janvier et des mobilisations qui suivront si cela ne suffit pas. Nous savons que les délais sont courts, mais nous appelons en ce sens toutes celles et ceux qui peuvent, même de loin, à tout faire pour venir en nombre à Nantes ce jour là.

Déclaration du Collectif Tant qu'il y aura des bouilles

En cas de tentative d'expulsion à Notre Dame des Landes, réoccupons Sivens !

Le 24 décembre dernier, les autorités tarnaises ont officiellement, mais en catimini, abandonné le projet initial de barrage au Testet, dans la forêt de Sivens. En même temps, elles ont promis de réaliser dans les plus brefs délais un autre barrage en amont, plus petit mais tout aussi contestable que le premier. Comme à Notre Dame des Landes, elles s'acharnent. Là-bas, c'est une menace d'expulsion qui plane actuellement, en guise de « bonne année ». L'Etat a déjà réservé les hôtels

pour les flics, et le nouveau président de région piaffe d'impatience...

Les différentes composantes du mouvement de lutte contre l'aéroport ont déjà lancé plusieurs appels à actions et manifestations, soit sur place, soit décentralisées, pour les deux prochains week-end (9 et 16 janvier - voir zad.nadir.org). Nous vous invitons à vous y joindre et en parler le plus largement possible autour de vous (pour celles et ceux qui ne pourront pas aller dans la région nantaise, tenez-vous informé-e-s de ce qui s'organise dans le Tarn et, plus largement, en Midi-Pyrénées).

Mais en cas d'intervention militaro-policière contre la Zad de Notre Dame des Landes, nous appelons d'ores et déjà à la réoccupation immédiate de la forêt de Sivens

- en solidarité avec nos ami-e-s et camarades de Bretagne
- pour leur offrir un espace de repli et de réplique
- parce que le nouveau projet de « barrage light » à Sivens découle de la même logique destructrice que le premier
- pour protester contre l'impunité dont jouissent toujours les responsables politiques et policiers du saccage du Testet et du meurtre de Rémi

Venez nombreuses et nombreux dès les premiers jours de l'éventuelle intervention à Notre-Dame des Landes. Soyez le plus autonomes possibles en eau, nourriture, outils et matériaux de construction. Besoin de tentes, chapiteaux, barnums, caravanes, etc. Tenez-vous informé-e-s sur notre site : à la dernière minute, nous donnerons d'autres consignes pour savoir comment nous retrouver, etc.

Communiqué du NPA

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes : c'est toujours NON

Le gouvernement menace d'entamer effectivement l'expulsion des occupants de la Zad, agriculteurs/trices historiques de Notre-Dame-des-Landes. Depuis l'automne, il a lancé des appels d'offre pour des travaux sur la Zad. Les agriculteurs/trices sont assignés en « référé expulsion » pour le 13 janvier. Vinci demande l'expulsion immédiate des habitantEs, avec une astreinte financière de 200 à 1000 € par jour et mise sous séquestre des biens et cheptels. C'est par la pression financière sur ses occupantEs historiques que le gouvernement tente de commencer à vider la Zad. Un avis d'expulsion politique.

Avec l'état d'urgence, Valls le va-t-en-guerre, l'incendiaire, comptait étouffer toute contestation. Peine perdue s'agissant des opposants à l'aéroport qui ont manifesté en convoi de tracteurs et vélo jusqu'à Paris malgré les menaces policières, défilé à Nantes lors de la COP 21 malgré les interdictions, manifesté contre l'état d'urgence lui-même.

Le 9 janvier, les opposants bloqueront le périphérique de Nantes, pour contraindre le gouvernement à renoncer aux expulsions et plus largement à ce projet inutile, dévoreur de fonds publics et climaticide.

Le NPA appelle, avec la Coordination des opposants et d'autres composantes de la lutte, à une mobilisation le 9 janvier sur le périphérique de Nantes, et dans les autres villes le 9 ou le 16 janvier.

NPA, Montreuil, le 8 janvier 2016

Pas d'expulsions à Notre-Dame des Landes

Parti de Gauche

Dimanche 3 Janvier 2016

Alors que AGO-Vinci avait renoncé en décembre à sa procédure d'expulsion contre les habitants et paysans propriétaires ou locataires avant la déclaration d'utilité publique (DUP), il l'a finalement réactivée le 30 décembre. Elle viendra devant le tribunal le 13 janvier.

Les tentatives d'expulsion par la force ayant échoué, le gouvernement sous couvert de Vinci utilise maintenant la justice pour parvenir à ses fins et ce contrairement à ces engagements obtenus par la lutte selon lesquels ni les travaux de l'aéroport ni les expulsions ne commenceraient avant l'épuisement des recours juridiques.

Vinci comme le gouvernement doivent en finir avec leur obstination, renoncer à toute procédure d'expulsion et abandonner le projet d'aéroport.

Le Parti de Gauche, comme depuis le début de la lutte, apporte son total soutien aux habitants concernés. Il appelle ses militants à participer massivement à la mobilisation du samedi 9 janvier et y sera représenté notamment par Jean-Charles Lallemand, secrétaire général et Martine Billard secrétaire à l'écologie.
